

Interviews et déclarations sur la conférence de Gênes

Christian Rakovsky

Alors Président du Conseil des commissaires du peuple de la République soviétique d'Ukraine, Christian Rakovsky participa en tant que membre de la délégation soviétique à la « Conférence économique et financière internationale » de Gênes, qui s'est tenue du 10 avril au 19 mai 1922. Celle-ci rassembla les représentants d'une trentaine de nations dont, pour la première fois à une conférence internationale de haut niveau, une délégation soviétique ayant à sa tête Georges Tchitchérine, Commissaire du peuple aux Affaires étrangères. Gênes était destinée à résoudre les questions de la reconstruction économique et du système commercial et financier international mis à mal par la Première guerre mondiale. Les puissances impérialistes voulurent en vain imposer à la Russie soviétique le paiement de toutes les dettes tsaristes et le retour des entreprises nationalisées à leurs propriétaires étrangers. La délégation soviétique repoussa ces prétentions, exigeant au contraire la reconnaissance officielle de la Russie révolutionnaire, l'octroi de crédits et proposa le désarmement général ainsi que l'annulation de toutes les dettes de guerre. En marge de cette conférence, elle signa avec l'Allemagne le fameux « Traité de Rapallo ». En tant que porte-parole lors des conférences de presse quotidiennes de la délégation des Soviets, Rakovsky joua un rôle important et fut à plusieurs reprises interviewé par les principaux journaux de l'époque. Sources : Le Matin, Le Temps, La Petite Gironde et L'Humanité (1922). Notes MIA.

Quelles garanties les Soviets apporteront-ils à Gênes?

Le Matin, samedi 11 février 1922

BERLIN, 9 février. Président des soviets et commissaire du peuple, c'est-à-dire chef d'État, à Kiev, dans la capitale d'une république de 40 millions d'habitants, membre du conseil central à Moscou, c'est-à-dire ministre, délégué de l'Union des soviets à Gênes, tels sont les trois titres du citoyen Rakovski. J'ai causé toute une soirée avec lui. Rakovski, originaire de la Dobroudja, issu d'une famille révolutionnaire cultivée et aisée, n'a rien de la corrosive ironie d'un [Radek](#). Gentleman aux manières raffinées, avec un visage romain aux traits fins et impérieux, il fixe, sur vous, en parlant, un étrange regard à la fois dur et persuasif. Il a un grand souci de mesurer ses termes et de préciser sa pensée par des détails documentés. Son français est très sûr, il a fait ses études en France. Personnage officiel qui va représenter pour la première fois l'Ukraine et la Russie dans une conférence internationale, Rakovski se livre moins que Radek dans la conversation, et je considère ce qu'il m'a dit comme d'une importance particulière, car c'est lui qui, le 20 février, dans le grand conseil qui aura lieu à Moscou, présentera un rapport pour préparer à la conférence de Gênes au sujet des perspectives sur les relations franco-russes. [Jules Sauerwein]

Que contiennent les conditions de Gênes ? Elles offrent à la Russie des garanties, mais elles lui en demandent. Des garanties offertes, c'est-à-dire la promesse de ne pas intervenir dans notre politique intérieure, nous en prenons acte.

Des garanties demandées, voici ce que je vous dirai : Nous avons déjà depuis un an modifié notre législation. La commission extraordinaire¹ est en voie de disparition et les crimes et délits, tant politiques que de droit commun, sont de plus en plus déferés aux tribunaux ordinaires.

La propriété privée existe en effet, au lieu de la levée des denrées qu'on faisait durant toute l'année chez les paysans, nous prenons maintenant un impôt en nature qui, suivant la fertilité du sol, le nombre des membres de la famille et l'étendue du lopin varie de 10 à 15 %. Le reste, nécessaire ou superflu, appartient au paysan qui, dès que son impôt a été soldé, en trafique à son gré.

Notre industrie est organisée en trusts. À la tête de chacun de ces trusts est un conseil qui agit comme une personne juridique. Ces personnes font entre elles du commerce et comptent en roubles-or, payables naturellement en papier à un cours stable. Ces réformes ont été accomplies non par souci préventif de plaire aux capitalistes étrangers, mais parce que au communisme de guerre a succédé naturellement un régime de paix qui permet des transactions avec les États non soviétiques.

Je ne veux surtout pas que vous m'accusiez de faire un tableau idyllique d'une situation pleine de difficultés. Nous avons en Ukraine cinq gouvernements sur douze touchés par la famine, mais tout de même nous avons fait de vrais progrès en adoptant notre organisation.

L'ouvrier d'usine et les mines

Ainsi l'ouvrier du Donetz, par exemple, travaille d'une manière satisfaisante depuis qu'en remplaçant la levée par l'impôt, nous avons pu lui constituer un stock de vivres de deux mois, qui lui donne la sécurité du lendemain.

À l'usine des locomotives de Kharkov, le rendement dépassait dernièrement de 7 % le rendement d'avant-guerre.

Du bassin du Donetz, c'est-à-dire d'une région qui jusqu'il y a un an n'était qu'un champ de bataille, nous avons extrait l'année dernière 400 millions de pouds² de charbon ; ce n'est que 25 % de la production d'avant-guerre, mais le rétablissement est très progressif, si bien qu'en décembre dernier, la production a atteint 61 millions de pouds, ce qui représente 41 % de la moyenne mensuelle d'avant-guerre.

Tout ce que je vous dis ne doit pas faire baisser votre cote financière. Je veux simplement vous prouver que notre pays n'est nullement dans l'état anarchique que l'on dit et que l'on peut commercer sans entrave avec lui.

L'autorité soviétique

L'autorité soviétique est incontestée en Ukraine comme en Russie. Quand vous voyez qu'on vous parle d'insurrection comme en novembre dernier, sachez que ce sont des moyens d'expliquer l'intrusion de bandes étrangères sur l'existence desquelles j'ai d'ailleurs fourni des preuves documentées aux Polonais. Nos paysans les chassent sans peine.

Le monde tout entier peut du reste se féliciter que nous soyons là, car si, par malheur, nous disparaissions, la Russie serait plongée dans un chaos dont le Moyen Âge lui-même n'offre pas d'exemple.

1 Il s'agit de la Tchéka (*Tchrezvychainaïa Kommissiia*), la Commission extraordinaire pour la répression de la contre-révolution et du sabotage, constituée par décret du Conseil des commissaires du peuple le 7 (20) décembre 1917 avec à sa tête Félix Dzerzhinsky. Elle fut abolie en février 1922 et remplacée par la Guépéou (*Gossoudarstvennoïe politicheskoié oupravlénié* : Direction politique d'État).

2 Mesure de poids valant 16,38 Kg.

Si on entre en reports avec nous pour nous imposer des conditions incompatibles avec notre existence politique, si on veut en un mot nous traiter en colonie, il ne résultera de la conférence rien de stable, ni de profitable pour personne. Au contraire si l'on nous traite comme l'on doit traiter un État souverain et indispensable au rétablissement économique du monde, nous pouvons avec nos ressources satisfaire les désirs de toutes les puissances.

Les richesses du sol russe

Nos bois sont indispensables en Angleterre, nos pétroles dont la France a besoin, le charbon, le manganèse dont nous avons le monopole, le minerai de fer, voilà, entre beaucoup de richesses que vos techniciens connaissent, de quoi fournir des garanties et des contre-parties pour les opérations commerciales avec la Russie.

Avant de songer à reprendre d'amicales relations franco-russes, il faut que vous vous imaginiez quelle a été la situation du pays soviétique depuis quatre ans : 6 millions d'hommes enrégimentés, 15 levées en Russie, 7 en Ukraine, toutes ces masses jetées d'un front à l'autre sans transports ou presque, tantôt vers Arkhangelsk, tantôt vers l'Oural ou vers la Pologne, une industrie créée de toutes pièces, un blocus qui ne laissait pénétrer ni une balle de coton, ni machines agricoles.

Les paysans étaient épuisés et ruinés par l'atroce guerre civile et avec cela l'accusation d'impérialisme jetée à notre face. Qui avons-nous attaqué ? Je mets au défi, quiconque de le dire. Est-ce nous qui avons attaqué [Koltchak](#) ? Ou le baron [Wrangel](#) ? ou bien la Pologne³ ? Qui avait commencé à envahir l'Ukraine ?

Les dettes

Nous nous sommes défendus, voilà tout et je crois pouvoir dire que tous ces complots contre nous, la France en a été l'âme. Il y a à cela une explication. Vos gouvernements étaient convaincus que nous pouvions rentrer dans des combinaisons hostiles à votre pays. Ils commencent à se rassurer.

Nous pouvons nous entendre. Je ne vois pas un seul sujet de friction dans le monde entre les deux pays. Je vois au contraire maintes opportunités de nous rendre de précieux services réciproques. Mais il y a une question de dettes. Il faut qu'elle soit résolue pratiquement dans un esprit de réalisme et non de chicane.

Quel est le gouvernement russe, socialiste ou autre, qui pourrait dire à l'ouvrier ou au paysan : « Quatre années durant on vous a ruinés, combattus, affamés, livrés à toutes les misères, à toutes les révolutions, à toutes les épidémies, et maintenant n'ayant pu nous vaincre on vient chez nous faire des affaires ? Le premier acte de cette réconciliation est de présenter une facture formidable sans tenir compte de vos pertes et de vos dommages. » Vous ne pouvez raisonnablement pas exiger de nous un acte politique aussi insensé.

Ce qui est vrai, c'est que le relèvement économique et le paiement des dettes doivent marcher de pair et que si cette question se règle rapidement et commercialement par des contrats, nous payerons sans faire de difficultés et dans la mesure de nos forces.

Il faut que nous ayons le bonheur de persuader la France que nous n'avons jamais été et que nous ne sommes pas ses ennemis, et que l'union des républiques soviétiques, de l'Ukraine, à l'océan Pacifique, est un gouvernement stable, avec lequel on peut travailler et s'entendre.

3 Référence à la guerre de conquête contre l'Ukraine et la Russie soviétiques déclenchée par la Pologne le 25 avril 1920. Après l'échec de la contre-offensive soviétique devant Varsovie, un armistice fut signé le 12 octobre, puis un traité de paix le 18 mars 1921 à Riga.

La Russie répond à M. Poincaré. Une interview de Rakovsky

L'Humanité, 9 avril 1922, p. 1.

Berlin, 5 avril (De notre correspondant particulier [L. Revo]). Nous avons voulu connaître l'opinion de la délégation russe sur la discussion de la Chambre française et au sujet de la déclaration de [M. Poincaré](#) ; nous avons été voir Rakowsky qui nous a déclaré ce qui suit :

Notre point de vue a été clairement exposé et vigoureusement défendu par [Cachin](#). Il se résume en peu de mots : Si la Russie a besoin du monde capitaliste, celui-ci de son côté ne peut pas se passer de la Russie. Un intérêt général commande le rétablissement des rapports normaux, mais ceci ne peut se faire qu'à une condition : réciprocité complète de traitement.

Ce n'est pas un point de vue russe, ce n'est pas un point de vue français qui doit compter, mais le point de vue du droit public, quand on veut traiter avec un État souverain.

En effet, il est évident que ce n'est pas vouloir s'entendre avec la Russie des Soviets si on part de l'idée préconçue que nous devons commencer par reconnaître je ne sais quels torts, prononcer des mea culpa, et nous faire subir je ne sais quelle expiation.

La déclaration de Poincaré est une contradiction flagrante

Et la déclaration de M. Poincaré ?

J'ai lu le compte-rendu sténographique du discours de M. Poincaré avec la plus grande attention. Certes, on ne peut demander au président du Conseil du gouvernement français qu'il se fasse le défenseur de la Russie, socialiste, mais quand on est unilatéral comme l'a été M. Poincaré, on tombe dans des contradictions flagrantes.

Il y a en France un point de vue qui professe l'indifférence la plus complète pour la conférence de Gênes et pour le rétablissement des rapports avec la Russie. C'est l'opinion, du groupe de l'Écho *National*⁴ qui espère toujours en la chute prochaine des Soviets et en la curée qui doit s'ensuivre. Ces messieurs en sont restés à la théorie du fil barbelé grâce auquel [M. Clemenceau](#) croyait nous étouffer avec l'aide des quatorze États alliés et associés dans une œuvre commune de destruction des Soviets.

Mais M. Poincaré ne paraît pas être de cette opinion. Il s'est déclaré et il se déclare partisan du commerce entre la France et la Russie quoique seulement à la fin de son discours, mais il déclare partager l'idée maîtresse de la conférence de Gênes que le rétablissement de la vie économique ne pourra se faire que par une collaboration de toutes les nations.

Mais, et c'est ici que j'arrive à la contradiction dont j'ai parlé plus haut, en même temps M. Poincaré veut nous tenir encore, je ne sais pour combien de temps, entourés d'un blocus diplomatique et politique. D'un côté, on nous demande de signer des obligations, des paiements, on nous demande de commencer le commerce, d'engager des affaires, d'accorder des concessions, mais, on nous conteste une condition élémentaire : l'égalité de traitement.

On nous dit : Vous, vous serez un État à part, avec des droits diminués, frappé d'incapacité juridique. Mais quel est le commerçant, l'industriel qui ferait des affaires avec un État dont le statut international

4 Journal réactionnaire (1922-1924) fondé par Georges Clemenceau.

reste contesté ? Et quel est cet État qui, vivant dans l'incertitude et l'insécurité complète, risquerait d'ouvrir ses portes au capital étranger ?

Mais les différends matériels qui existent entre les Soviets et les autres États, est-ce que nous les oublions ? Certes, nous ne les oublions pas. Ce que je demande, c'est qu'il soit démontré qu'avec la politique suivie depuis quatre ans et qu'on veut continuer encore dans l'avenir, on a facilité la solution de ces différends matériels.

Est-ce que le blocus, la guerre, les insurrections contre-révolutionnaires inspirées par l'Entente⁵ n'ont pas fait autant de tort aux porteurs français de la dette russe qu'aux ouvriers et paysans russes ? Est-ce qu'on ne se rend pas encore compte que cette politique fut une grosse erreur et qu'au fond la question de la dette, et surtout celle due aux petits rentiers français, n'a été exploitée que dans un but de politique impérialiste, dans un but de légitimisme capitaliste ?

La question des dédommagements

Une seconde contradiction : M. Poincaré soulève la question des dédommagements, mais de nos dommages à nous, il n'en parle pas. On fait de belles phrases sur la nation russe. Naguère encore, M. Sarraut⁶ à Washington adressait un hommage ému aux deux millions et demi de Russes qui sont tombés pour défendre la cause des alliés et surtout pour assurer, au début encore de la guerre, la victoire de la Marne. C'est vrai, on a cherché toujours à nous séparer, nous les communistes, du peuple russe. Pour celui-ci, toutes les sympathies et pour nous toute la haine.

Je ne me donnerai pas la peine de réfuter ce sophisme. Mais ce que je tiens à souligner, c'est qu'il s'agira, à Gênes, non pas des bolcheviks, mais du peuple russe. Et alors, je demande qui est-ce qui a supporté le plus grand poids de la guerre ? Je sais parfaitement ce que la guerre a coûté au peuple français, mais il faut qu'on sache ce qu'elle a coûté au peuple russe, et quand je parle de la guerre, j'ai en vue aussi la guerre civile, voulue et imposée par l'Entente.

Ce que la guerre a fait de la Russie

En Russie, les dévastations n'embrassent pas quelques départements seulement, mais c'est tout son territoire – excepté une dizaine de gubernias du centre qui ont été épargnées par l'occupation étrangère, ou de celles des généraux russes – qui a été dévasté et pillé. Des villes entières [on été rasées, les] massacres ont anéanti les biens et les personnes. La moitié et plus même de notre Trésor d'or a été emportée à l'étranger ; des marchandises pour des milliards de roubles d'or ont été emportées et pillés à Vladivostok, Arkhangelsk, Odessa, Sébastopol ; notre flotte de guerre et de commerce a été remorquée et emmenée par les flottes alliées ; nos arsenaux, comme celui de Sébastopol, vidés par les mêmes alliés ; notre commerce, notre agriculture et notre industrie complètement ruinés, sans parler de la famine et des épidémies fauchant des millions de paysans et ouvriers russes et sans parler des immenses territoires qui ont eu leurs biens séparés de la Russie. Notre agriculture ? Il suffit de vous donner deux chiffres : l'étendue des terres labourées avait diminué en 1920 de 25 %, celle de la production de 50 %, maintenant c'est pire encore.

Mais c'est la faute de la Révolution ! D'abord, il serait un peu étrange d'entendre des Français, dont toutes les places possèdent des monuments élevés en l'honneur de la Révolution, faire au peuple russe

5 Bloc de puissances impérialistes (Angleterre, France et Russie) qui s'est définitivement formé en 1907 à la suite de « l'Entente cordiale » entre la France et l'Angleterre de 1904. Ce bloc s'était constitué en opposition aux puissances impérialistes de la Triple Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie). Pendant la Première guerre mondiale (1914-1918), l'Italie quitta la Triple Alliance pour se déclarer neutre d'abord, et pour rejoindre ensuite le camp de l'Entente, ainsi que le Japon et les États-Unis. L'Entente fut la principale instigatrice de l'intervention militaire contre la Révolution russe.

6 Sarraut, Albert (1872-1962), homme d'État radical-socialiste. Gouverneur-Général de l'Indochine et Ministre des Colonies dans les années 1920. Président du Conseil et Ministre de l'Intérieur dans les années 1930. Vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain en juillet 1940.

le reproche d'avoir fait la sienne. Ensuite, s'il faut chercher les responsabilités individuelles, ne doit-on pas mettre sur la sellette d'autres personnages qui certes, ne savaient pas bien ce qu'elles faisaient ? Rien qu'en lisant les souvenirs de M. Paléologue⁷, on voit bien comment la diplomatie ententiste à Pétrograd préparait sciemment avec l'opposition russe la révolution.

L'opinion publique en Russie

Pendant le Congrès de Versailles [1919], on à invoqué souvent parmi les alliés, comme un argument suprême, l'opinion publique. S'imagine-t-on par hasard qu'en Russie il n'y a pas d'opinion publique, ou peut-être considère-t-on comme telle celle de l'émigration réfugiée à Paris – j'ai failli dire à Coblenz – sans aucune attache avec les masses ?

Mais si la France vaincue à Waterloo et agenouillée sous la dynastie des Bourbons réintégrés en France dans des fourgons cosaques, s'est refusée pendant neuf ans à donner un seul liard aux émigrés qui demandaient des dédommagements, comment peut-on s'imaginer qu'un pays qui a résisté victorieusement à tous les assauts contre-révolutionnaires, permette qu'on ne tienne pas compte de son opinion publique ? Les partis bourgeois de France ont répété qu'ils n'oublient pas les sacrifices du peuple russe, qu'ils lui en ont gardé une reconnaissance ; c'est à Gênes de donner la preuve de ce beau sentiment.

Chez les bolchevistes à Gênes: Déclarations de Rakovsky

Le Temps, 11 et 14 avril 1922, pp. 1-2.

Gênes, 9 avril. M. Rakowsky, président du Soviet des commissaires du peuple de l'Ukraine et membre de la délégation russe à la conférence, m'a reçu dans le somptueux hôtel occupé par la délégation bolcheviste à Rapallo et a bien voulu consacrer à l'envoyé spécial du Temps presque tout son après-midi. Ses déclarations, que nous reproduisons à titre de document, en nous réservant de les commenter comme il convient, furent précédées d'un long examen de la situation économique. [Henry Rollin]

Il faut faire, m'a-t-il dit, à propos des questions des dettes et des intérêts privés une distinction absolue entre les anciens contrats, les anciennes obligations, et les propositions que nous offrons aujourd'hui. Nous ne sommes pour rien dans les premiers, tandis que les nouveaux engagements porteront notre signature.

Les questions financières du passé sont d'ailleurs liées aux questions politiques présentes, fort complexes, et nous considérons que la reconnaissance *de jure* nous donnera l'autorité et le sentiment de toute notre responsabilité qui sont nécessaires pour régler ces questions.

Si on nous avait reconnus au lendemain de notre victoire d'octobre 1917, depuis longtemps les différends qui existent entre nous et le reste du monde auraient été résolus et les immenses richesses détruites par la guerre étrangère et la guerre civile eussent été conservées au peuple russe.

Croyez-vous d'ailleurs que ce soit nous qui ayons fait seuls la révolution ? Sans aller plus loin, je vous renvoie aux souvenirs de M. Paléologue. On y voit comment la diplomatie de l'Entente elle-même a été amenée, par la logique des faits, à donner un petit coup d'épaule aux événements qui devaient survenir.

⁷ Paléologue, Maurice (1859-1944), diplomate et historien français. Ambassadeur en Bulgarie (1907-1912) puis en Russie (1914-1917). Auteur de *La Russie des tsars pendant la Grande Guerre*, Paris, Librairie Plon, (1921).

On se rendait compte qu'avec les Stürmer⁸ et les [Raspoutine](#) on allait à la débâcle ; à la paix séparée ; mais, en déclenchant les événements actuels, la diplomatie de l'Entente ne prévoyait pas jusqu'où la révolution devait aller par la force des choses dans un pays comme la Russie.

Aujourd'hui, la Russie fait un grand effort pour réparer ses ruines. Elle fait appel au concours intéressé des capitalistes étrangers. Nous nous rendons bien compte que les capitalistes ne viendront pas pour nos beaux yeux mais pour gagner de l'argent et si nous les trompons une fois, ils ne reviendront plus.

Toutefois, nous ne voulons pas que les concessions puissent porter atteinte à notre souveraineté et créer une hypothèque politique. Trop souvent, jusqu'ici, la politique des concessions a conduit à la division en zones d'influence et plus tard à la conquête.

Dans le même ordre d'idées, à propos des voies essentielles d'accès à l'Ukraine que sont le Danube et les Détroits, nous demanderons qu'on tienne compte de l'intérêt immédiat et direct que présente leur régime pour les riverains de la mer Noire.

Nicolas Ier disait que les Détroits étaient la continuation de nos grands fleuves méridionaux. Mais, en adoptant cette conception, nous répéterions les procédés tsaristes qui visaient à mettre par la force la clef du Bosphore entre les mains de la Russie.

Nous préférons une solution basée sur l'indépendance de la Turquie, sa souveraineté complète sur son territoire, tout en ouvrant à tous les Détroits au moyen d'une réglementation internationale reconnaissant la situation spéciale des riverains de la mer Noire, privés de tout autre accès vers la mer libre et pour qui la question de Constantinople est capitale.

Comment la Russie compte-t-elle rétablir sa situation économique ?

En ce qui concerne l'agriculture, affirme M. Rakowsky, la Russie pourrait théoriquement se tirer d'affaire par ses propres moyens. Mais toutes les victimes de la famine ne pourraient pas être secourues. Si on ne vient pas à son aide, il faut savoir qu'on condamne à mourir de faim des quantités de personnes. La mort n'est pas tout. Il faut tenir compte de ce que, dans ces populations mal nourries, la misère engendre la maladie. La fièvre typhoïde, le typhus, la peste font de nombreuses victimes en Russie. Les maladies épidémiques se propagent malgré les frontières. Celles qui dévasteront la Russie s'étendront à toute l'Europe.

Et puis, il faudra bien, tôt ou tard, se résoudre à sauver la Russie ; mieux vaut le faire le plus tôt possible. Les Russes ont besoin de la dure école de la famine pour apporter des améliorations à leur agriculture. Ainsi, sous [Catherine II](#), il a fallu une famine épouvantable dans le nord de la Russie pour y introduire la culture de la pomme de terre. Pour en répandre l'usage dans la Russie du centre, il fallut une deuxième famine, en 1838. Les paysans en Russie sont toujours entièrement opposés à toute innovation. Jamais ils n'ont manifesté une pareille opposition aux mesures d'amélioration qu'aujourd'hui.

Et pourtant, déclare M. Rakowski, nous faisons tout notre possible pour améliorer leur situation. Depuis le début de l'année, nous avons dépensé plus de 50.000.000 francs en or pour leur donner de bonnes semences, que nous avons achetées tant en Tchécoslovaquie qu'en Amérique et en France.

Nous triompherons de ces difficultés, car nous y apporterons toute notre ténacité. Dans tous les comptes rendus des Soviets, vous pouvez juger vous-même que nous nous préoccupons surtout des conditions de la vie économique. Pour ma part, je prêche sans cesse l'extension de la culture du maïs.

⁸ Stürmer, Boris Vladimirovitch (1848-1917), homme d'État tsariste. Ministre de l'Intérieur, ministre des Affaires étrangères et Président du Conseil en 1916.

L'industrie, qui reste soumise à la gestion de l'État, a été entièrement commercialisée et doit se suffire à elle-même.

Nous avons renoncé, dit-il, à notre expérience de tout socialiser en une seule fois, comme lors de notre prise du pouvoir. En ce qui concerne la situation fiduciaire, le comité central exécutif porte toute son attention à ne pas laisser augmenter le chiffre des dépenses. Il y veille avec la plus grande vigilance. Il a déjà supprimé beaucoup de dépenses ; il a licencié une grande partie de son personnel.

L'avilissement du papier offre des facilités pour le rétablissement de la situation monétaire russe. Dès que nous aurons une somme à nous, nous prendrons une monnaie basée sur l'étalon d'or, et vous verrez comme tout se rétablira vite. Notre budget en roubles or est le plus faible d'Europe, les salaires de nos ouvriers les plus modiques du monde.

La Russie va vers la petite propriété paysanne. Nous nous rendons compte que l'impôt en nature, qui est encore nécessaire, gêne notre essor économique. Nous le supprimerons dès que nous pourrons. Mais cela ne veut pas dire possession à titre définitif. On ne peut admettre que la terre donnée à bail renouvelable de 9 ans, afin que les nouveaux venus dans les communes puissent recevoir de la terre [?]. J'estime que cette période est suffisante pour que le locataire apporte à sa propriété toutes les améliorations nécessaires. Le petit propriétaire peut louer sa terre, mais uniquement à d'autres paysans, afin, d'éviter l'accaparement.

J'ai posé, en dernier lieu, la question de la réduction de l'armée rouge. M. Rakowski dit que : son effectif est déjà fortement diminué. Elle est passée de 6 millions en 1920 à 1.250.000 en 1922. Elle est prête à aller plus loin, si ses voisins en font autant.

M. Rakowski appelle mon attention sur le Japon, qui est encore établi en territoire russe.

Ce que dit M. Rakowski, délégué russe

La Petite Gironde, 15 avril 1922, p.1.

Gênes, 14 avril 1922. Dans les milieux russes de la Conférence, on déclare ce soir que la délégation des Soviets de Russie ne sera pas en mesure de faire connaître sa réponse officielle par écrit avant mardi prochain. Bien que la délégation russe refuse de faire connaître en public son sentiment sur les propositions contenues dans le mémorandum de Londres⁹, on connaît le sentiment général de la délégation des Soviets par des déclarations faites à la presse par l'un des délégués, M. Rakowski, qui a fait les déclarations suivantes :

Je dois observer avant tout, a-t-il dit, que le mémorandum de Londres n'est pas un document officiel, mais un projet d'experts. Autant que nous le savons, aucun gouvernement n'a fait sien ce mémorandum.

Je dois déclarer ensuite que nous ne pouvons parler, en ce qui concerne le mémorandum, que des parties publiées par la presse. La première observation que nous avons à faire, c'est que, si le point de vue des experts triomphait, on n'assurerait pas la paix de l'Europe ni sa reconstruction et il en

9 Le Mémorandum de Londres (« Rapport du comité des experts de Londres sur la question russe ») est un document résumant les revendications des puissances de l'Entente vis-à-vis de la Russie des Soviets et présenté aux délégués russes le 15 avril 1922 à la Conférence de Gênes. Le premier point stipulait que « Le Gouvernement Soviétique russe devra accepter les obligations financières de ses prédécesseurs, c'est-à-dire du Gouvernement Impérial russe et du Gouvernement provisoire russe, vis-à-vis des Puissances étrangères et de leurs ressortissants. ». Autrement dit, il s'agissait de faire accepter le remboursement des dettes tsaristes que la Révolution russe avait annulés.

résulterait une période interminable de conflits et un accroissement de la misère parmi le peuple russe.

La Russie perdrait son indépendance économique et politique parce que 150 millions de Russes seraient obligés, pendant des générations, de travailler pour payer les dettes et les indemnités.

Il est inutile de dire que ce que la guerre et le blocus prolongé pendant quatre années n'ont pas pu obtenir, la Russie ne le fera pas volontiers ici. Nous ne sommes pas venus à la Conférence pour nous mettre au cou la corde qui devrait nous étrangler.

Quant à notre contre-projet, il est dominé par le principe contenu dans la déclaration de Cannes¹⁰ que les gouvernements sont dans l'obligation d'indemniser ceux qui ont souffert par leur faute, nous acceptons le principe de l'indemnité.

Nous aurions pu, il est vrai, en ce qui concerne le passé, nous abriter derrière la souveraineté des Soviets qui sont libres d'élaborer les décrets et les lois que bon leur semble, nous aurions pu également invoquer à notre profit les principes du droit public qui ont rendu responsables les puissances centrales des dévastations causées par la guerre. Nous n'avons pas voulu suivre cette voie parce que nous sommes venus ici avec un esprit de conciliation.

En ce qui concerne les dettes dues par la Russie, nous établirons les comptes lorsque le moment sera venu. La Conférence de Gênes doit s'occuper avant toute chose de l'avenir. Nous acceptons le principe des garanties contenu dans le mémorandum de Londres.

Le désir que nous avons de voir la Conférence de Gênes réussir, nous fait déclarer que nous sommes convaincus qu'avant peu de jours nous trouverons un terrain d'entente.

«Nous ne sommes pas venus ici en vaincus»

Le Temps, 17 avril 1922

Gênes, 16 avril. La nervosité dont font preuve les délégués russes est le résultat de l'union qu'ils sentent entre les puissances alliées. La question de la reconnaissance du gouvernement des Soviets et la possibilité d'un emprunt paraissent d'ailleurs être les désirs essentiels des bolchevistes. Les déclarations faites hier soir par M. Rakowski confirment cette impression :

Les prétentions alliées, nous dit-il, dépassent de beaucoup la capacité de paiement de la Russie, puisque nous devrions, à partir de 1927, payer une somme variant entre 62 et 66 milliards de francs or, ce qui ferait, pour un amortissement en cinquante ans, avec un intérêt de 4 %, une annuité de 4 milliards et demi de roubles or, près de 4 milliards de francs or.

Le service de la dette qu'on nous demande de reconnaître absorberait donc la moitié du revenu total de la Russie. Jamais nous ne pourrions admettre un chiffre pareil, car notre peuple ne devrait plus travailler que pour payer les porteurs de titres russes. Ce serait le désastre, car nous ne pourrions emprunter dans ces conditions, devant l'impossibilité pour nous de rémunérer de nouveaux bailleurs de fonds.

¹⁰ Lors de la Conférence de Cannes du Conseil suprême de l'Entente (6-13 janvier 1922), le programme suivant fut adopté en prévision de la Conférence de Gênes : a) défense de s'occuper de la politique intérieure des autres pays ; b) garanties juridiques à obtenir des pays à secourir ; c) reconnaissance des dettes.

Les chiffres présentés par les puissances de l'Entente ont été mis en avant par des experts qui ne connaissent rien à la Russie et à l'esprit nouveau du peuple russe. Nous voulons bien reconnaître certaines dettes, mais sous réserve de réciprocité et pas pour le seul intérêt des porteurs de fonds russes, car nous ne sommes pas venus ici en vaincus.

Tous les documents parlementaires montrent que Koltchak et autres étaient les pseudonymes de certains gouvernements. Des dommages considérables ont été ainsi causés à la Russie ainsi que par le blocus. Aussi présentons-nous une note à payer pour les arsenaux de Sébastopol vidés de leurs stocks, pour l'or emporté, pour les villes détruites, les voies ferrées démolies, l'industrie et l'agriculture ruinées par la guerre menée contre nous et par le blocus.

[...] En ce qui concerne les indemnités pour les étrangers dépouillés par la nationalisation, Rakowski déclara que :

Les mesures prises contre les biens particuliers ennemis par le traité de Versailles¹¹ avaient fait disparaître du droit international le principe de l'immunité de la propriété privée pendant les hostilités, et que des mesures telles que l'impôt considérable sur le revenu, en Angleterre, n'étaient, pour les porteurs de fonds industriels ou de revenus anglais, pas éloignées du principe de la nationalisation.

Mais il ajouta que :

Par esprit de conciliation, tout en refusant de payer une indemnité pour les biens étrangers nationalisés, le gouvernement bolcheviste envisagerait la compensation sous forme de priorité dans l'octroi de concessions ou de participation dans les concessions accordées à d'autres sur d'anciens biens.

M. Rakowski a, d'ailleurs, montré nettement un des buts de ce marchandage en ajoutant :

La condition indispensable pour que nous puissions payer quelque chose, c'est d'être reconnus. La question du montant des dettes doit être laissée de côté pour être discutée sans retarder l'étude des autres questions ; mais la question de la reconnaissance de notre gouvernement est urgente, pour que nous puissions accepter le principe de payer et avoir la possibilité de le faire.

Déclarations sur le traité de Rapallo

Le Temps, 23 avril 1922, p. 2.

Gênes, 22 avril. Le bureau de presse russe a été transporté des salons de l'hôtel de Gênes à l'université, les premiers étant devenus trop étroits pour la foule des auditeurs. [...]

[Concernant l'accord avec l'Allemagne, Rakowski a déclaré :]

11 Traité de paix signé le 28 juin 1919 entre l'Allemagne vaincue et les puissances de l'Entente. Le traité rendait l'Alsace-Lorraine à la France, privait l'Allemagne de ses colonies et de plusieurs territoires en Europe, limitait ses armements et les effectifs de son armée et lui imposait de lourdes réparations de guerre.

L' Accord avec l'Allemagne¹² ne contient aucune clause secrète et n'a aucun caractère, militaire. Le bruit qui circule, dans les milieux de presse de Gènes, d'une convention entre la Russie, les États baltes et la Pologne, convention qui serait calquée sur l'accord germano-russe de Rapallo, est également sans fondement. Il n'a jamais été question, entre ces pays, d'autre chose que du protocole de Riga, signé le 30 mars après la réunion qui précéda de peu la conférence de Gènes.

L'accord de Rapallo n'est nullement une alliance entre l'Allemagne et la Russie, mais un arrangement commercial et économique.

Notre reconnaissance, *de jure*, nous la demandons, non pour avoir la satisfaction d'entretenir une représentation diplomatique officielle à l'étranger, mais parce que, sans elle, notre restauration économique ne pourra pas se faire.

Si notre signature n'est pas reconnue comme ayant une valeur égale à celle des autres États, nous ne pourrions pas trouver de capitalistes consentant à nous prêter des fonds pour réorganiser notre vie économique. En nous reconnaissant, les nations européennes prouveront qu'elles veulent nous aider à réparer les dommages causés par les interventions des armées contre-révolutionnaires.

La situation jugée par Rakovski

L'Humanité, 30 avril 1922, p. 2.

Gènes, 28 avril. (Par téléphone de notre envoyé spécial [Bernard Lecache]) Notre camarade Rakovsky, qui ne connaissait pas encore les propositions des Alliés, nous à fait les importantes déclarations suivantes :

Les travaux de la conférence ont subi un arrêt. On ne peut nous en imputer la cause. L'accord de Rapallo est considéré comme l'un des motifs ayant dérangé la marche normale des travaux de la conférence. C'est tout à fait inexact. Un état d'esprit de méfiance sévit Gènes. Les origines et le sens de l'accord ne sont pas en contradiction avec les intérêts des autres puissances.

On a parlé de clause secrète contre la France et la Pologne. Rien de tout cela n'est exact. L'accord signifie que commence une série d'accords analogues que nous sommes disposés à conclure avec les puissances qui le désireront. Nous arriverons d'ailleurs à conclure ces accords. La conférence de Gènes ne peut pas résoudre tous les problèmes latents entre toutes les puissances ils doivent être complétés par des accords qui raccommoieront les questions pendantes entre toutes les puissances représentées ici.

La Russie veut épargner le sang prolétarien

On a créé autour de la conférence un esprit d'agitation qui n'est pas justifié par l'attitude des puissances venues à la conférence. On accuse l'accord germano-russe de préparer le déséquilibre de l'Europe, la presse française a employé le mot sinistre de « guerre ». La République soviétique ne sera jamais l'auteur d'un acte d'agression contre qui que ce soit.

12 Traité conclu le 16 avril 1922 entre le gouvernement soviétique et l'Allemagne à Rapallo, en marge de la Conférence de Gènes. Le traité prévoyait le rétablissement des rapports diplomatiques entre les deux pays et la renonciation réciproque aux indemnités de guerre. Le gouvernement allemand renonçait également à exiger la restitution aux anciens propriétaires allemands des entreprises nationalisées par le gouvernement soviétique. La conclusion du traité signifiait l'effondrement des tentatives des impérialistes anglo-français pour créer un front unique des pays capitalistes contre la Russie soviétique, en vue de son asservissement économique.

Non seulement nous avons été ruinés par la guerre, qui a duré huit ans, mais nous avons besoin d'une paix durable et profonde. Au surplus, nous sommes un État d'ouvriers et de paysans et le sang d'un ouvrier français, allemand ou anglais nous est aussi cher que le sang d'un ouvrier russe.

La conférence sera-t-elle inutile ?

Dans certains cercles, on se méprend sur le sens de la conférence. On y a vu une continuation des anciennes conférences et on croit que celle-ci doit consacrer le résultat des traités de Versailles, Neuilly, etc. On croit que cette conférence devra résoudre les problèmes et les antagonismes qui dérivent de la guerre. Si cela était exact, la conférence serait superflue. La conviction générale est que les traités de paix n'ont pas pu résoudre ni écarter les conséquences terribles de la guerre. On se réunit à Gênes pour résoudre et chercher à comprendre la terrible crise industrielle mondiale, le chômage, la misère.

Il faut conclure un accord international entre toutes les nations, aussi bien les nations victorieuses que les nations vaincues, mais un esprit tout autre règne sur la conférence de Gênes. Ce n'était vraiment pas la peine de convoquer 34 nations pour consacrer ce qui a été déjà décidé.

Nous avons comme tâche de liquider les différends qui existent entre nous et les autres puissances. Nous avons à établir les conditions de la collaboration et du relèvement économique de la Russie.

Les compensations légitimes

Jusqu'à présent, on a procédé à la liquidation du passé et on n'a pas abordé la question de l'avenir. On ne s'est pas demandé s'il était utile de rétablir le monde. Nous subissons des pourparlers depuis deux semaines, nous arrivons à la deuxième phase, nous avons dit que nous reconnaissons toutes nos obligations et les obligations découlant des faits de la Révolution. Nous aurions pu invoquer les précédents des gouvernements bourgeois refusant à admettre des compensations, par exemple les précédents du gouvernement tsariste et d'autres gouvernements nouveau-nés qui confisquaient les biens des étrangers.

Notre État socialiste a reconnu le principe des compensations, mais à la condition que notre droit à d'autres compensations nous serait reconnu. Nous aurions pu faire valoir que Koltchak, Wrangel, [Dénikine](#) et [Youdénitch](#) étaient aux ordres, des gouvernements étrangers ; nous possédons là-dessus des documents incontestables ; nous aurions pu invoquer le droit bourgeois de payer les dégâts causés par les citoyens d'autres États ; on nous a refusé de faire la preuve de ce droit.

Une situation transactionnelle a été créée par la lettre de [Tchitchérine](#) à [Lloyd George](#)¹³. Il était entendu que les dettes de guerre seraient complètement annulées. Or, on nous apprend que les Alliés prétendraient revenir sur la question des dettes de guerre et nous en réclameraient tout au moins une partie. Quant aux dettes d'avant-guerre, nous reconnaissons les dettes faites par les autorités locales, mais pas les dettes faites par les autorités locales qui étaient sous le pouvoir de Koltchak c'est logique.

Quant à la question de la compensation, elle est traitée dans le cadre de la lettre de Tchitchérine à Lloyd George. Nous n'avons jamais dit que nous admettrions la compensation pour tout, mais que nous examinerions les cas particuliers.

13 Dans cette lettre adressée le 20 avril 1922 au Premier ministre britannique, Tchitchérine écrivait : « *La délégation russe désire aussi faire clairement comprendre, bien que cela apparaisse évident en droit, que le gouvernement russe ne saurait assumer aucune obligation pour les dettes de ses prédécesseurs tant qu'il n'aura pas été officiellement reconnu de jure par les puissances intéressées.* »

Déclarations de Rakovsky du 11 mai 1922

Le Temps, 13 mai 1922

M. Rakowski, membre de la délégation des Soviets russes a commenté, jeudi soir, longuement devant la presse étrangère, la réponse de son gouvernement au mémorandum des puissances. Il a déclaré que celui-ci « *s'était proposé deux objets : 1° établir le bien fondé en droit du point de vue de la Russie ; 2° trouver une issue à la situation présente.* »

Il a qualifié la négociation russe engagée à Gênes en l'appelant « *le plus grand procès civil de l'Histoire* ». Il s'est attaché à démontrer comment, aux yeux de la délégation des Soviets, le mémorandum des puissances constituait « *un recul* » par rapport à ce qu'il a nommé « *l'accord* » de la villa de Albertis ; faisant allusion sans doute-aux conversations avec les alliées qui eurent lieu chez M. Lloyd George à un moment de la négociation et auxquelles les Russes furent admis pendant quarante-huit heures.

M. Rakowski a déclaré que « *l'accord de la villa de Albertis constituait un contrat bilatéral sur lequel, par la suite, certaines puissances sont revenues. Le contrat ayant été rompu, la délégation des Soviets a repris sa liberté et les concessions qu'elle avait consenties.* »

« *Ce changement d'attitude* », a dit M. Rakowski, « *de certaines puissances provient du fait que le débat au lieu de demeurer sur le terrain de la solution pratique, a été porté sur le terrain doctrinaire. On a voulu inaugurer à Gênes une politique de parti.* »

« *La situation présente, et plus exactement* », a dit M. Rakowski, « *l'impasse où est acculée la conférence provient de ce que certaines puissances sont venues à Gênes pour déférer en jugement la Russie des Soviets, qu'elles traitaient en coupable. Or, la Russie n'est pas venue ici en pays vaincu ! On ne devrait pas nous traiter comme si nous avions à racheter un péché originel.* »

« *Néanmoins, la Russie demeure prête à respecter les intérêts des porteurs ainsi que des petits propriétaires étrangers, et aussi ceux des grands capitalistes, auxquels, la Russie des Soviets demeure prête à accorder un droit préférentiel, tout en respectant les principes du gouvernement soviétique.* »

« *Si, comme la Russie des Soviets le propose dans sa réponse, une solution est trouvée à la clause 7 concernant les biens privés par la nomination d'un comité d'experts, la délégation des Soviets est prête à examiner les problèmes politiques, qui demeurent à l'ordre du jour ou qui peuvent y être inscrits, par exemple la reconnaissance de jure de la Russie et le pacte de non-agression* »

M. Rakowski a terminé son exposé en mettant en garde contre les événements qui pourraient se produire au cas où la Russie ne signerait pas l'accord qu'on essaye de lui imposer. Il a déclaré que si l'on tentait « *une fois de plus de punir la Russie en lui infligeant l'isolement et le blocus, il s'ensuivrait une misère pire encore que celle qui existe, non seulement pour la Russie, mais encore pour l'Europe et pour le monde entier.* »

« *Quant à nous* », a-t-il déclaré, « *nous sommes prêts à souffrir encore ; nous trouverons pour supporter nos souffrances de nouvelles forces morales et physiques. L'Europe doit réfléchir à deux fois avant de nous pousser à ces extrémités.* »

Une déclaration de Rakovsky: l'accord avec la Russie reste possible si...

Source : « L'Humanité », 14 mai 1922, p.2

Gênes, 13 mai, 18h45 – (Par téléphone de notre envoyé spécial [Bernard Lecache]) Après les commentaires baroques et incompréhensibles de la presse, après les déclarations faites hier par Schanzer¹⁴ aux journalistes, après les informations officielles suivant lesquelles les Alliés accepteraient une partie de la réponse russe, notamment la proposition du Comité spécial des experts dont les Français voudraient voir exclus les Russes, n'était-il pas essentiel de faire entendre la voix de la délégation des Soviets, définissant la position de nos amis, précisant la réponse, remettant au point les déclarations faites, répliquant aux Alliés ? Le camarade Rakovsky, malgré sa grande fatigue, a tenu à me recevoir au nom de tous les délégués, et s'étant informé, préalablement, de la situation telle qu'elle se présentait dans les milieux de la conférence, a consenti, pour « L'Humanité », à se prêter au supplice d'une interview. C'est une obligeante victime que Rakovsky. Non seulement il n'élève pas de plainte, mais il offre des cigarettes à son bourreau, avec ce geste fin, ce sourire moqueur que ses amis lui connaissent, clignant malignement de l'œil quand il me voit préparer les pages blanches où je consignerai ses déclarations. Rakovsky a l'esprit vif, la parole incisive, il sait ce qu'il va dire, bien avant que je n'aie fini de poser ma question. On le plaisante souvent sur son profil de Napoléon. Il en a aussi le caractère de décision prompte, embrassant en une seconde le problème posé, l'ayant fouillé dans ses plus infimes détails, prêt à faire face à toutes les objections, même les plus invraisemblables. Tel je l'entends depuis le début de la conférence, quand il est aux prises avec les kyrielles de journalistes, tel je le trouve, chaque fois que j'ai le plaisir de le rencontrer personnellement, c'est-à-dire quotidiennement. C'est un homme redoutable. C'est un homme charmant.

Les crédits

Le président du conseil des commissaires du peuple de l'Ukraine fait tout de suite une déclaration préliminaire :

Nous avons observé, dans notre réponse, que ce qui avait rendu difficiles les travaux de la conférence, c'est qu'elle n'était pas encore pénétrée suffisamment de cette vérité que l'accord avec la Russie est possible à condition de bien comprendre ce qu'elle peut faire, et ce qu'elle ne peut pas faire.

Je commence par la question des crédits. Tout en voulant nous aider, les puissances proposent une forme d'assistance qui ne nous satisfait pas, et va même à l'encontre de nos intérêts. Elle veut accorder un crédit aux commerçants voulant faire du commerce avec la Russie.

Rakovsky s'exclame :

Ainsi, on veut rendre l'État russe, qui est au fond l'unique commerçant pour la Russie avec l'étranger, qui est le plus grand patron de la Russie, on veut rendre cet État dépendant des commerçants étrangers, dépendant du hasard des crédits que ceux-ci peuvent lui faire.

Au lieu d'aider l'État russe à rétablir son industrie et son commerce, lui permettant alors de faire le commerce avec l'étranger, on facilite seulement le capital privé, et par là même on cherche à décomposer, à détruire tout notre système soviétiste, basé sur la production et sur un échange organisé par l'État. On nous refuse à nous ce qu'on donne aux autres pays, par exemple à l'Autriche, qui a reçu des crédits.

14 Schanzer, Carlos (1865-1953), homme d'État italien. Ministre des Postes et Télégraphes (1906-1909), président du Conseil d'État (1912). Ministre des Affaires étrangères et délégué italien à la Conférence de Gênes (1922). Adhère ensuite au régime fasciste de Mussolini.

Le droit international

Je rappelle à Rakovsky la déclaration de Schanzer, accusant la réponse russe d'être un document de propagande. Souriant, il répond :

Schanzer dit lui-même que certaines puissances ont défendu les principes du droit international. Mais qu'avons-nous fait dans la première partie de la réponse, sinon discuter les principes du droit international ? Il fallait démontrer que la Russie n'est pas le premier pays ayant répudié ses dettes passées, ayant nationalisé ou séquestré des biens, et ce fait a été approuvé par les plus grands auteurs du droit international. Enfin, il fallait nous défendre de l'accusation d'avoir violé le droit.

Redevenant grave, Rakovsky me dit :

La réalité est que nous avons sacrifié les principes du droit à notre détriment. Nous nous sommes mis sur le terrain pratique, en disant que nous acceptions certaines obligations compatibles avec notre système social, mais à condition qu'on nous accorde une assistance réelle et directe.

Le comité mixte des experts

Rakovsky me dit encore :

La délégation russe est heureuse de constater que sa proposition de réunir un Comité mixte a été bien accueillie par la majorité des puissances.

Nous considérons, déclare-t-il, que la première tâche de ce comité est de s'entourer de renseignements et d'informations sur les crédits et obligations, et alors en connaissance de cause, de proposer un accord avec les gouvernements respectifs.

J'interromps pour rappeler l'attitude de la France, voulant l'exclusion des Russes du comité :

Nous ne comprenons pas, répond-il, qu'on cherche à nous exclure. C'est tout à fait inutile, car l'objet principal du comité est de recueillir des documents des deux côtés. Il faut abandonner les méthodes détestables de travail employées jusqu'ici et qui ont déjà suffisamment montré leur stérilité. Nous avons mis vingt jours à écrire des mémorandums, tandis qu'en trois jours, en travaillant ensemble, et en apportant chacun ses faits et ses documents, on en aurait fini.

Je vais libérer Rakovsky, non sans qu'il me fasse une dernière déclaration :

Nous rendons sans difficulté hommage aux puissances comme l'Italie et l'Angleterre qui se sont appliquées à arriver à un résultat pratique d'une si énorme importance, à savoir la paix rétablie dans le monde. Nous souhaitons que quelques puissances intransigeantes abandonnent leur intransigeance doctrinale et se rallient à un accord nécessaire.

Déclarations de M. Rakowski

Le Temps, 17 mai 1922, p. 1.

M. Rakowski a reçu lundi soir les représentants de la presse étrangère pour leur faire part, suivant son expression, « des résolutions prises par la délégation des Soviets sur la foi des informations officieuses qu'elle a reçues touchant la note de la villa de Albertis » :

Nous sommes, en effet, a dit M. Rakowski, toujours dans l'attente d'une réponse officielle des gouvernements. Nous espérons avoir mardi communication de cette réponse, à la commission des affaires russes.

D'après ce que nous avons appris, les puissances proposeraient la nomination de deux commissions au lieu d'une seule commission mixte que nous avons proposée dans notre mémorandum. Nous sommes d'abord très surpris que tout en ayant adopté le principe de notre proposition, on ne nous ait pas demandé comment nous entendions la voir mise en application. Nous ne défendons certes pas un droit d'auteur, encore moins un droit de propriété, mais nous devons dire franchement que le choix des puissances nous inspire la plus grande défiance car, en instituant deux commissions, une pour les puissances, une autre pour les Russes, on va rééditer l'expérience de Gênes qui fut stérile et user de méthodes qui ont fait aussi leur preuve malheureuse.

Au lieu de travailler de confiance en commun, on va recommencer à prononcer des plaidoiries et des réquisitoires et à se bombarder avec des mémorandums. Une seule commission mixte où auraient été représentées les puissances et la Russie, qui se serait entourée d'informations touchant les dettes et les crédits ainsi que les biens, tout cela dans une atmosphère de confiance, aurait bien mieux répondu à nos intentions.

Néanmoins, nous irons à la Haye¹⁵, comme nous serions allés naguère à Prinkipo¹⁶, et nous y causerons avec les représentants des autres puissances. Nous prévenons seulement nos interlocuteurs que le projet tel qu'il est adopté aujourd'hui ne peut, à notre avis, conduire qu'à une nouvelle déception.

On prête, en effet, aux puissances l'intention de conclure entre elles un engagement leur interdisant des accords politiques ou économiques séparés avec la Russie tant que dureront les travaux de la Haye. Ceci est pour nous tout à fait inacceptable. Cet engagement ne tend à rien moins qu'à rétablir un blocus camouflé de la Russie. Il constitue un acte d'hostilité contre nous et contre les puissances à la liberté desquelles elle porte atteinte. S'il était adopté, il provoquerait dans l'opinion publique russe une vive défiance à l'égard des travaux de Gênes et de la Haye.

M. Rakowski a fait ensuite des réserves sur le choix de la ville de la Haye comme siège des futurs travaux des commissions.

La Hollande est parmi les pays l'un de ceux qui n'ont conclu aucune espèce d'accord avec les Soviets. D'autre part, les communications entre Moscou et la Haye sont assez difficiles. La délégation des Soviets proposera le choix d'une autre ville, Stockholm ou Riga, par exemple.

M. Rakowski a parlé ensuite de la réponse russe du 11 mai et des commentaires qu'elle a provoqués. Il a affirmé que la réponse russe a été d'un bout à l'autre l'œuvre exclusive de la délégation des Soviets. M. Schanzer n'y collabora en aucune manière. M. Rakowski a ensuite répondu à M. Schanzer, qui avait publiquement exprimé sa surprise que les Soviets eussent repoussé les offres de crédits faites par les puissances :

Nous avons toujours dit, a déclaré M. Rakowski, que l'étendue des offres de crédits déterminerait l'étendue de nos concessions. Nous avons eu soin de bien spécifier également que ces crédits

15 L'examen des questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence de Gênes fut finalement renvoyé à une « conférence des experts » réunie à La Haye en juin-juillet 1922, mais elle n'aboutit également à aucun résultat.

16 Référence à la conférence de paix avortée qui devait se tenir en janvier 1919 aux « Îles des Princes », archipel turc proche du Bosphore. En janvier 1919, la Conférence de Paix de Versailles avait en effet décidé d'inviter tous les belligérants de la guerre civile russe à conclure un armistice et à envoyer des représentants à Prinkipo. Le 28 janvier, le gouvernement soviétique accepta cette proposition, ce qui ne fut pas le cas de ses opposants, enterrant ainsi cette initiative. C'est à Prinkipo que Trotsky s'installa après son expulsion d'URSS en 1929.

devraient être accordés à l'État russe par les gouvernements. Or, on ne nous a offert à Gênes que des crédits pour les ressortissants des pays voulant commercer avec la Russie. Pourtant, le premier commerçant de la Russie, c'est l'État russe lui-même. C'est donc à sa disposition qu'eussent dû être mis les crédits offerts par les puissances.

Il y aurait danger même à ce que les crédits fussent accordés aux particuliers car l'État russe deviendrait la proie et serait à la merci de capitalistes individuels et l'exécution du plan de restauration de la Russie par son gouvernement serait rendue impossible.

À propos de la trêve de non-agression proposée par les puissances signataires de la note à la Russie, M. Rakowski a déclaré :

Le principe d'une pareille trêve a toujours été très sympathique à la délégation des Soviets. Celle-ci pense que toutes les questions territoriales peuvent être réglées pacifiquement. La Russie est prête à liquider tous les différends territoriaux qu'elle a avec ses voisins ; elle signera donc le pacte provisoire de non-agression, sous la double réserve : 1° que sa signature réservera les questions de droit au point de vue territorial et réservera l'avenir ; 2° que les États limitrophes de la Russie consentiront à liquider les organisations contre-révolutionnaires qui existent sur leur territoire.